

**KBL aux mains de l'Indien Hinduja**

La banque privée luxembourgeoise KBL European Private Bankers, l'activité de gestion privée de KBC, va passer en mains indiennes, selon *Les Echos*.

C'est en effet le groupe indien Hinduja qui aurait remporté la mise lors de la dernière phase des discussions avec la direction de KBL. «A en croire une source très proche du dossier, Hinduja s'est montré particulièrement désireux de conserver la direction en place, allongeant pour ce faire des primes de fidélité supérieures à ce qui était prévu au départ», explique dans le journal une source proche du dossier. L'officialisation de la vente pourrait avoir lieu dès aujourd'hui.

En mars dernier, cinq candidats avaient été retenus pour le rachat de KBL, dont Hinduja et le groupe brésilien Safra. Tous avaient alors proposé un prix tournant autour de 1,5 milliard d'euros.

**En bref****Les banques américaines souffrent.**

Le nombre de banques en difficulté aux Etats-Unis a augmenté de 10,4 % au premier trimestre par rapport à la fin de 2009, a indiqué hier la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires américaine (FDIC). Cette dernière a précisé qu'il y avait au 31 mars 775 établissements inscrits sur sa liste des «banques à problèmes». Il faut remonter à 1993 et à la fin de la grande crise des caisses d'épargne pour retrouver un nombre plus élevé de banques en difficulté, ajoute la Compagnie. La FDIC, qui est l'un des régulateurs du secteur bancaire américain, précise que le total des actifs détenus par les banques en difficulté a progressé de 7,5 % au cours du trimestre pour atteindre 431 milliards de dollars. L'agence note que toutes les banques en difficulté ne font pas faillite. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 72 banques américaines ont mis la clef sous la porte, soit deux fois plus que sur la même période de l'année précédente. Au total, 140 banques ont finalement fait faillite en 2009.

**Commerzbank prépare le terrain pour rembourser ses aides publiques.**

La deuxième banque allemande a fait passer lors de son AG une augmentation de son capital autorisé de 400 millions d'euros, qui porte celui-ci à plus de 1,5 milliard d'euros. Le capital autorisé donne le droit au directeur de procéder jusqu'en 2015 à une ou plusieurs augmentations de capital qui ne doivent pas dépasser ce montant, sans besoin d'un vote en assemblée générale. Commerzbank s'est aussi doté du droit d'émettre du capital conditionnel, comme des obligations convertibles en actions, pour une valeur nominale maximale de 4 milliards d'euros. Ces moyens «offrent de meilleures conditions préalables pour un remboursement anticipé, complet ou partiel» des fonds injectés par l'Etat fédéral dans la banque, a estimé le patron du groupe Martin Blessing dans une lettre aux actionnaires.

**Luxembourg Business Compass**

by KPMG and Luxemburger Wort

La compétitivité des entreprises luxembourgeoises au cœur des débats

# Pas de reprise avant fin 2011

Mercredi, «Luxembourg Business Compass», le rendez-vous semestriel organisé conjointement par KPMG Luxembourg et le *Luxemburger Wort*, a réuni à la Philharmonie 220 responsables du monde économique et politique du Grand-Duché. Lors de la table ronde, animée par Pierre Leyers du *Luxemburger Wort*, le ministre des Finances, Luc Frieden, Gérard Lopez de Mangrove Capital Partners (qui a pris via Genii Capital une participation significative dans Renault F1), Andreas Neugebauer de DZ Bank International et le président de la Fédil, Robert Dennewald, ont pu exprimer leurs points de vue sur l'avenir économique du pays. Une rencontre des plus intéressantes.

Dans un premier temps, les responsables de KPMG Luxembourg, Georges Bock et Alain Picquet, ont présenté officiellement les résultats de l'enquête menée par l'Institut für Deskopie Alenbach, visant à évaluer auprès des plus grandes entreprises luxembourgeoises le climat des affaires pour les six et douze mois à venir. Cette dernière révèle que pour une majorité (71 %) des entrepreneurs interrogés, il faudra attendre au moins 2011 avant de voir l'économie luxembourgeoise repartir d'un bon pied. 21 % sont en outre convaincus que la reprise n'interviendra qu'à l'issue de l'année 2011. Néanmoins, l'étude montre également qu'«aucun entrepreneur n'attend une dégrada-



Robert Dennewald, Luc Frieden, Pierre Leyers, Gerard Lopez et Andreas Neugebauer, lors de la table ronde (Photo: Gerry Huberty)

tion pire qu'actuellement dans un futur proche».

Concernant le secret bancaire, 19 % des sondés le percevaient comme prioritaire il y a un an: maintenant qu'il est mis sur la sellette au plan international, 31 % des sondés s'en inquiètent. Ainsi, s'il venait à disparaître et si l'échange automatique d'informations devenait la règle entre administrations fiscales, 45 % des entrepreneurs estiment que leurs affaires en seraient affectées et subiraient des conséquences négatives. Enfin, si 44 % des sondés pensent que cette disparition n'affecterait en rien leurs propres affaires, aucun entrepreneur ne pense cependant que la mort du secret ban-

caire aurait un quelconque impact positif pour le pays.

**«Le Luxembourg n'est plus un pays compétitif»**

Lors de la table ronde, le problème de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises a été un des points importants soulevé par l'ensemble des participants. Robert Dennewald n'a pas caché sa déception devant l'échec de la tripartite qui, selon lui, aurait pu permettre aux entreprises luxembourgeoises de retrouver la voie de la compétitivité. Selon Andreas Neugebauer, la nouvelle tranche indiciaire prévue pour le mois de juillet sera lourde à assumer par les entreprises et aura un impact

extrêmement négatif sur leur compétitivité. Gérard Lopez a quant à lui été très direct: selon lui, «le Luxembourg n'est plus un pays compétitif» car ses habitants, habitués un niveau de confort élevé, vivent dans un cocon et ont perdu la volonté d'entreprendre.

Enfin, Luc Frieden n'a pas caché que, si la tripartite n'a débouché sur aucun accord, il n'en demeure pas moins que des décisions importantes devront rapidement être prises pour assurer notamment la pérennité du système des retraites. Si rien n'est fait aujourd'hui, les pensions ne pourront plus être assumées dès 2030. Et dans ce cas précis, 2030, c'est demain.

**Auchan change de gouvernance****Vianney Mulliez seul à la barre**

Le groupe de distribution Auchan a annoncé hier, par communiqué, un changement de gouvernance dès le 1<sup>er</sup> juillet, à l'occasion du départ à la retraite de son président du directoire Christophe Dubrulle, mais restera «une entreprise familiale non cotée» présidée par Vianney Mulliez.

Auchan va rester une société anonyme mais se dote d'un comité exécutif et conseil d'administration, tous deux présidés par Vianney Mulliez. Cette nouvelle gouvernance remplace un directoire, jusqu'ici présidé par M. Dubrulle, et d'un conseil de surveillance, présidé par Vianney Mulliez. M. Dubrulle, 65 ans, qui à la tête du directoire depuis 1996, était entré chez Auchan en 1965 comme employé au magasin de Roubaix (Nord), le premier ouvert par l'enseigne. Vianney Mulliez, 47 ans, est le petit-cousin du fondateur d'Auchan, Gérard Mulliez. Nommé en 2006 à la tête d'Auchan pour succéder à

son grand-oncle, il présentait un profil de financier, contrairement aux traditions familiales, puisqu'il n'était «jamais passé par la case magasins», soulignait à l'époque Bertrand Gobin, co-auteur du livre «Les secrets des Mulliez».

Alors, directeur de Immochan, la branche immobilière du distributeur, Vianney Mulliez avait eu les faveurs de l'Association familiale Mulliez (AFM), qui détient 85% du capital du groupe, face à Arnaud Mulliez, fils de Gérard.

Philippe Baroukh, 52 ans, actuel directeur général d'Auchan France, remplacera M. Dubrulle à la tête des hypermarchés. Il est nommé directeur général de cette branche.

Cité dans le communiqué, Vianney Mulliez a souligné que «l'indépendance et l'autonomie que donne le statut d'entreprise familiale non cotée est un avantage stratégique» pour continuer à être «une entreprise de commerçants entrepreneurs».

**Production mondiale de gaz en 2009****Une chute «historique»**

La production mondiale de gaz a subi un «déclin historique» de 3,4 % en 2009, provoqué par la récession économique, a annoncé hier l'association internationale Cedigaz.

«C'est la plus forte chute enregistrée depuis les années 70», date à partir de laquelle on dispose de données fiables, a indiqué Thierry Rouaud, secrétaire général de Cedigaz. «Une chute de cette envergure est historique car, jusqu'à présent, la demande n'avait guère fait que monter», a-t-il ajouté. En 2009, «l'industrie gazière dans la globalité a ressenti les effets de la crise économique. La récession, qui a commencé en 2008, a provoqué une chute significative de la demande en gaz, particulièrement pour les besoins industriels», explique l'association dans son communiqué.

Cedigaz rappelle que l'activité économique mondiale a chuté de 0,8 % en 2009 et que la récession «a durement frappé» les

pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) et de la CEI (ex-URSS). La production de gaz commercialisée a ainsi «chuté significativement dans les pays de la CEI (-12,7 %) et a baissé faiblement sur les marchés de l'OCDE (-1,1 %) alors que l'on notait une croissance de 1,8 % dans le reste du monde», indique l'association.

Par zone géographique, la répartition de la production gazière s'est «notablement modifiée» en témoignant du «rôle croissant» du Moyen Orient et de l'Asie-Océanie, qui ont totalisé 28 % de la production mondiale en 2009. La CEI a au contraire vu sa part dans le total chuter de 2,6 points à 23,9 %, ajoute le communiqué.

Créée en 1961 sous l'impulsion de l'Institut Français du Pétrole et de compagnies pétrolières et gazières, Cedigaz regroupe aujourd'hui près de 150 membres dans 40 pays.